



**Syndicat national Force Ouvrière
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche**
Membre de la fédération FNEC FP-FO

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 ou 01 56 93 22 50 - foesr@foesr.fr - www.foesr.fr

SCANDALEUX, INACCEPTABLE, INTOLERABLE !

En grève et en manifestation le 26 janvier !

Un an que le lockout des universités, au nom de la crise sanitaire, dure... Un an d'isolement forcé, alors que toute la vie économique a repris, que les commerces ont rouvert. Un an de cours en Zoom, Skype et autre Teams, alors que rien n'empêche de poursuivre des enseignements post-Bac en présentiel, comme le montrent les exemples des classes prépa et BTS.

Les enseignants n'en peuvent plus !

Les personnels n'en peuvent plus !

Les étudiants n'en peuvent plus !

Et Jean Castex annonce ce jeudi 14 janvier la reprise des TD en L1 seulement, et en demi-groupes, c'est-à-dire en mode hybride faute du recrutement des personnels nécessaires pour dédoubler les TD, à partir du 25 janvier. Cette mesure s'étendra ensuite « *si la situation sanitaire le permet, aux étudiants des autres niveaux* », sans date précise, dans le cadre d'un « retour progressif en présentiel ».

QU'A FAIT LE GOUVERNEMENT POUR PERMETTRE A NOS ETABLISSEMENTS DE FONCTIONNER PENDANT LA CRISE SANITAIRE ?

RIEN !

La santé physique et psychique des étudiants se dégrade de façon plus qu'alarmante !

La précarité des jeunes connaît une explosion sans précédent !

Le gouvernement affirme sa « préoccupation » face « *au profond sentiment d'isolement mais aussi aux vraies difficultés pédagogiques* » rencontrées par les étudiants.

MAIS QU'A-T-IL FAIT POUR PERMETTRE LA PRISE EN CHARGE DES ETUDIANTS EN DETRESSE ?

RIEN !

- Pas de postes et de moyens supplémentaires dans les services sociaux et de santé des universités !
- Pas de moyens pérennes supplémentaires pour que les étudiants puissent manger, se loger, se soigner...
- La fermeture des Universités, l'interdiction de tout cadre permettant aux jeunes de se retrouver, la répression contre ceux qui bravaient cette interdiction.

Les enseignants dénoncent le distanciel forcé qui génère un surcroît de travail immense pour une qualité d'enseignement bien moindre qu'en présentiel.

QU'A FAIT LE GOUVERNEMENT POUR PERMETTRE AUX ENSEIGNANTS DE DISPENSER DES COURS EN PRESENTIEL, DE QUALITE, DANS DES CONDITIONS SATISFAISANTES ?

RIEN !

- Au contraire la campagne d'emploi dans les universités pour 2021 s'avère bien plus calamiteuse qu'en 2020
- Et maintenant, il annonce l'enseignement hybride pour ce deuxième semestre !

Les étudiants craignent une dévalorisation de leurs diplômes.

QU'A FAIT LE GOUVERNEMENT POUR MAINTENIR ET GARANTIR A TOUS UN DIPLOME AYANT UNE REELLE VALEUR POUR LA POURSUITE D'ETUDES OU SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ?

RIEN !

- Au contraire, le gouvernement et le ministère, mettant à profit l'épidémie et la crise sanitaire, poursuivent leur entreprise de destruction de la recherche et de l'enseignement supérieur en imposant la LPR dénoncée par l'ensemble de la communauté universitaire.
- Et, dans le même temps, le gouvernement a pris prétexte de la crise sanitaire pour accélérer la réforme de destruction du baccalauréat, premier diplôme universitaire.

Rien que du mépris !

Rien que de l'incohérence !

Rien que de la répression !

FO ESR appelle l'ensemble des personnels de l'ESR à se réunir, autant que possible en présentiel, pour discuter de la situation qui nous est imposée, et à se mettre en grève le 26 janvier et participer aux manifestations et rassemblements, avec l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, pour exiger :

- le retrait de la circulaire qui prolonge l'interdiction de faire cours en présentiel !
- la réouverture immédiate des Universités et le droit pour tous les collègues de faire cours en présentiel dès maintenant s'ils le décident
- les moyens humains et budgétaires nécessaires à cette réouverture et le recrutement de personnels statutaires à la hauteur de besoins
- la hausse immédiate des salaires et des pensions sans contrepartie en vue d'un rattrapage de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2000, dégel de la valeur du point d'indice, intégration des primes et indemnités dans le salaire
- l'abrogation de la LPR
- le respect des libertés et des droits avec l'abandon de la loi relative à la Sécurité Globale et toutes les mesures liberticides.

En grève le 26 janvier !

Montreuil, le 15 janvier 2021